

Mettre fin aux mutilations génitales féminines : un appel mondial à l'action de la FIGO



Présentation

Les mutilations génitales féminines (MGF) touchent plus de 230 millions de femmes et de filles dans plus de 90 pays.^{1,2,5} La pratique — définie comme l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes féminins pour des raisons non médicales, ou toute autre lésion des organes génitaux féminins pour des raisons non médicales — n'a aucun bénéfice pour la santé et s'enracine profondément dans des normes socioculturelles liées à la pureté, la modestie, aux perspectives de mariage, aux rites d'initiation et à certaines croyances.^{1,2,3,4} La communauté internationale de la santé et de nombreux instruments juridiques ont qualifié les MGF de violation des droits humains fondamentaux : atteinte au droit à l'autonomie corporelle et à la santé, déni du droit d'être libre de toute discrimination et de toute violence, atteinte au droit de ne pas subir des traitements cruels, inhumains et dégradants et, dans les cas extrêmes pouvant entraîner la mort, atteinte au droit à la vie.^{1,2,5,6,7,15} Malgré ces efforts à l'international, les projections estiment que 4,4 millions de filles sont exposées au risque en 2025, soit plus de 12 000 nouveaux cas chaque jour.⁸

Si la prévalence a diminué dans certains pays, la croissance démographique des jeunes filles dans les pays à forte prévalence entraîne une augmentation globale du nombre de MGF.¹ En outre, la médicalisation — lorsque les MGF sont pratiquées par des professionnels de santé au nom d'une prétendue sécurité — représente une menace grave.² On estime que 52 millions de femmes et de filles ont subi une MGF pratiquée en milieu médical et les prestataires de soins sont de plus en plus sollicités pour effectuer ces actes.¹ Les pratiques transfrontalières compliquent davantage la situation : des familles cherchent des zones où l'intervention est légale ou perçue comme plus sûre ou plus socialement acceptable.

Les MGF ont de nombreuses conséquences sanitaires à court et long termes qui compromettent la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles tout au long de leur vie.⁹ À court terme : douleurs intenses, hémorragies, choc, infections ou décès. À long terme : issues fœto-maternelles défavorables pendant la grossesse et l'accouchement, douleurs chroniques, incontinence urinaire, infertilité, troubles menstruels et dysfonctions sexuelles.² En outre, des actes de santé courants peuvent être compliqués par les modifications anatomiques induites par les MGF : examens gynécologiques, dépistage du cancer du col de l'utérus, avortements et pose d'un dispositif intra-utérin.³ Reconnaisant que les survivantes des MGF présentent un risque nettement accru d'anxiété, de dépression et de trouble de stress post-traumatique (TSPT), les sociétés savantes devraient plaider en faveur d'interventions de santé mentale adaptées à leurs besoins spécifiques et conformes aux lignes directrices de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).¹⁰

Position de la FIGO sur la question

La FIGO (Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique) reconnaît depuis longtemps les MGF comme une grave violation des droits humains et un enjeu majeur de santé publique.^{11,12} Dans sa résolution de 1994, la FIGO a condamné cette pratique comme étant nuisible, médicalement injustifiée et ancrée dans la discrimination fondée



sur le genre. Elle a appelé ses sociétés membres à plaider pour des réformes juridiques, la sensibilisation du public et la collaboration avec des partenaires mondiaux. Depuis, la FIGO poursuit son engagement en soutenant la formation clinique sur les complications liées aux MGF, en intégrant l'égalité de genre dans les agendas de santé reproductive et en amplifiant la voix des victimes. Grâce aux partenariats avec l'OMS, le FNUAP et l'UNICEF, la FIGO contribue aux efforts mondiaux d'élimination des MGF en promouvant des soins fondés sur des données probantes, en formant les professionnels de santé et en renforçant le plaidoyer dans son réseau mondial.

Une large coalition d'organisations professionnelles, d'agences de santé mondiale et d'organisations de la société civile s'oppose activement aux MGF, les reconnaissant comme une violation des droits humains, une forme extrême de violence fondée sur le genre et une urgence majeure de santé publique. L'OMS joue un rôle de premier plan et a publié en avril 2025 des lignes directrices actualisées qui complètent les recommandations antérieures : prise en charge clinique des complications, soutien en santé mentale, stratégies de prévention et position ferme contre la médicalisation. Aux côtés de l'OMS, de nombreuses organisations professionnelles et de plaidoyer appellent à des réformes juridiques, à la formation des personnels de santé et à des soins centrés sur les victimes. Ensemble, ces efforts témoignent d'un engagement mondial unifié pour éliminer les MGF par le changement des politiques, l'éducation, la mobilisation communautaire, l'augmentation des financements et une pratique médicale éthique.

La FIGO condamne sans équivoque toutes les formes de MGF, y compris la médicalisation, comme violations des droits humains et de l'éthique médicale. La FIGO s'engage à plaider pour l'abandon mondial des MGF et à soutenir une prise en charge centrée sur les victimes.

Recommandations de la FIGO

Les sociétés membres de la FIGO sont encouragées à s'attaquer aux idées reçues persistantes qui lient les MGF à des obligations religieuses et continuent d'alimenter leur pratique dans de nombreux contextes. Associer des leaders religieux et promouvoir une éducation culturellement adaptée peut contribuer à dissiper ces croyances. Les sociétés doivent aussi reconnaître et contrer la tendance croissante à la médicalisation des MGF — notamment lorsqu'elle est présentée comme une approche de réduction des risques. Le respect des normes éthiques et un dialogue communautaire éclairé sont essentiels pour relever ces défis évolutifs.

Pour accélérer les progrès vers l'abandon des MGF, la FIGO appelle ses sociétés de gynécologie-obstétrique et les professionnels de santé à :

- **Renforcer les capacités :**⁹ la FIGO invite ses sociétés membres à mettre en œuvre des programmes de formation complets pour tous les professionnels de santé sur la prévention et la prise en charge des MGF. La formation doit être intégrée aux cursus initiaux et continus, afin de développer connaissances, compétences cliniques, confiance, communication et conseil efficaces. Il est essentiel de donner accès à des outils de renforcement des capacités : lignes directrices cliniques de l'OMS, manuels



et guides de communication centrée sur la personne. Ces ressources aident les professionnels à fournir des soins appropriés au point de service. La formation doit également traiter des valeurs personnelles, promouvoir la compétence culturelle et réduire la stigmatisation liée aux MGF afin de garantir des soins respectueux, centrés sur la patiente et tenant compte des traumatismes.

- **Élaborer et faire appliquer des lignes directrices éthiques** : la FIGO encourage ses sociétés membres à plaider pour des lois et des codes de déontologie professionnelle recommandant une approche de tolérance zéro face aux MGF, y compris lorsqu'elles sont pratiquées en milieu médical.⁶
- **Améliorer l'éducation et la sensibilisation** :⁹ la FIGO souligne que ses sociétés membres doivent sensibiliser les femmes, les filles, mais aussi les hommes et les garçons, aux dangers immédiats et aux conséquences à long terme des MGF. Les sociétés devraient associer travailleurs sociaux, influenceurs sur les réseaux sociaux ainsi que leaders communautaires et religieux à ces actions éducatives. La FIGO encourage ses membres à devenir des porte-parole visibles du mouvement d'élimination des MGF en publiant leurs propres prises de position, en menant des campagnes et en soutenant des initiatives locales. Les interventions éducatives destinées à la fois aux hommes/garçons et aux femmes/filles sont cruciales pour l'abandon des MGF, compte tenu du rôle déterminant des hommes dans la perpétuation de la pratique.²
- **Prendre en charge les complications** :⁹ la FIGO recommande fortement que les sociétés nationales de gynécologie-obstétrique garantissent la disponibilité d'interventions de chirurgie reconstructrice lorsque les survivantes en font la demande. Ces interventions peuvent améliorer significativement la santé et le bien-être en traitant des complications telles que la douleur chronique, la dysfonction sexuelle et les traumatismes psychologiques. Le calendrier des interventions doit être guidé par l'expertise, les préférences des femmes et les capacités locales du système de santé, avec un accompagnement préopératoire impartial sur les bénéfices, les risques et les changements attendus. Dans les pays de forte prévalence où ces chirurgies restent rares, la FIGO plaide pour des formations spécialisées destinées aux gynécologues-obstétriciens afin de renforcer les compétences professionnelles et d'assurer la prestation de ces services essentiels. La FIGO encourage aussi ses sociétés membres à élargir l'accès au soutien en santé sexuelle pour les survivantes, particulièrement dans les régions à forte prévalence des MGF.
- **Soutenir les interventions de santé mentale** : la FIGO appuie le plaidoyer en faveur d'interventions de santé mentale adaptées aux besoins spécifiques des survivantes de MGF et conformes aux lignes directrices de l'OMS.
- **Mener des recherches** :⁹ la FIGO encourage ses sociétés membres à collaborer avec des chercheurs, des ONG et des gouvernements pour renforcer les soins fondés sur des données probantes, ainsi que pour étudier et documenter la prévalence et les effets nocifs des MGF.^{13,14,1}



Collectivement, ces recommandations reflètent l'engagement indéfectible de la FIGO à promouvoir la santé, les droits et la dignité des femmes et des filles, y compris celles concernées par les MGF. En mobilisant son réseau mondial de professionnels de gynécologie-obstétrique, la FIGO appelle à une action unifiée pour prévenir les MGF et garantir aux survivantes des soins respectueux, fondés sur les preuves et holistiques — avec à l'esprit des soins fondés sur les droits, centrés sur la personne et tenant compte des traumatismes. Le véritable progrès exige plus que des interventions cliniques. Il requiert la transformation de normes culturelles néfastes, la responsabilisation juridique et des investissements soutenus dans l'éducation et la recherche. La FIGO considère que mettre fin aux MGF n'est pas seulement une responsabilité médicale, mais un impératif moral, fondé sur la justice de genre et la dignité humaine. En collaboration avec les gouvernements, les communautés et les partenaires internationaux, la FIGO envisage un avenir où aucune fille ne sera soumise à cette pratique violente et où chaque victime recevra les soins empreints de compassion et la justice qu'elle mérite.

Références

1. UNICEF. What is female genital mutilation? Everything you need to know about FGM and what UNICEF is doing to stop it. www.unicef.org/protection/female-genital-mutilation
2. Organisation mondiale de la santé. (31 janvier 2025). Female genital mutilation. www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/female-genital-mutilation
3. Christian, A. (6 février 2025). What is female genital mutilation (FGM)? – breaking down reproductive health terminology . États-Unis pour le FNUAP. www.usaforunfpa.org/what-is-female-genital-mutilation-fgm-breaking-down-reproductive-health-terminology
4. Somali survivors of female genital mutilation advocate to change minds – and lives. Fonds des Nations unies pour la population. (26 février 2024). www.unfpa.org/news/somali-survivors-female-genital-mutilation-advocate-change-minds-%E2%80%93-and-lives
5. Payne, K. (2025, 29 juin). New report finds Female genital mutilation/cutting in 94 countries. Equality Now. <https://equalitynow.org/news/press-releases/new-report-finds-female-genital-mutilation-cutting-in-94-countries>
6. Nabaneh, S., & Muula, A. S. (2019). Female genital mutilation/cutting in Africa: A complex legal and Ethical Landscape. Journal international de gynécologie et d'obstétrique, 145(2), 253-257. <https://doi.org/10.1002/ijgo.12792>
7. International and regional legal frameworks on FGM. Building Bridges To End FGM. (12 janvier 2023). <https://copfgm.org/international-and-regional-legal-frameworks-on-fgm>
8. Nations Unies. (n.d.). Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des



- mutilations génitales féminines. Nations unies. www.un.org/en/observances/female-genital-mutilation-day
9. Organisation mondiale de la santé. (2025). Lignes directrices de l'OMS sur la prévention des mutilations génitales féminines et la prise en charge clinique des complications. https://pmnch.who.int/docs/librariesprovider9/meeting-reports/who-guideline-on-the-prevention-of-female-genital-mutilation-and-clinical-management-of-complications.pdf?sfvrsn=16f36899_1&download=true
 10. Organisation mondiale de la santé. 2025 avril 14 Une nouvelle étude met en évidence les multiples complications sanitaires à long terme liées aux mutilations génitales féminines. www.who.int/news/item/14-04-2025-new-study-highlights-multiple-long-term-health-complications-from-female-genital-mutilation
 11. 11 LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE GYNÉCOLOGIE ET D'OBSTÉTRIQUE (1 septembre 1994) Résolution de la FIGO sur les mutilations génitales féminines. www.figo.org/figo-resolution-female-genital-mutilation
 12. LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE GYNÉCOLOGIE ET D'OBSTÉTRIQUE (5 février 2019) La FIGO s'oppose à la médicalisation des MGF. www.figo.org/news/against-medicalisation-fgmc
 13. The time is now: End female genital mutilation/cutting, an urgent need for global response 2025. Equality Now. (2025, février). <https://equalitynow.org/resource/reports/the-time-is-now-end-female-genital-mutilation-cutting-an-urgent-need-for-global-response-2025-update>
 14. Matanda Dennis et Lwanga-Walgwe Esther (2022). A Research Agenda to Strengthen Evidence Generation and Utilisation to Accelerate the Elimination of Female Genital Mutilation. FNUAP, UNICEF, OMS et Conseil de la population, Kenya
 15. Flowe, H. D., Rockey, J. C., et Orchid Project. (2025). The Hidden Toll: A Girl Dies Every 12 Minutes as a Result of FGM. Zenodo. <https://doi.org/10.5281/zenodo.14922052>
 16. Orchid Project. (n.d.). The FGM research initiative. FGM Research Initiative. www.fgmcri.org

Référencement de cette déclaration

Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique. Mettre fin aux mutilations génitales féminines : un appel mondial à l'action de la FIGO. 2025. Disponible à l'adresse suivante : www.figo.org/fr/mettre-fin-aux-mutilations-genitales-feminines-un-appel-mondial-laction-de-la-figo

Waterloo Court, 10 Theed Street, London, SE1 8ST
T +44 (0)20 7928 1166
E figo@figo.org
www.figo.org | @FIGOHQ

Registered charity number 1113263
Registered company number 05498067
© 2025 International Federation of Gynecology and Obstetrics